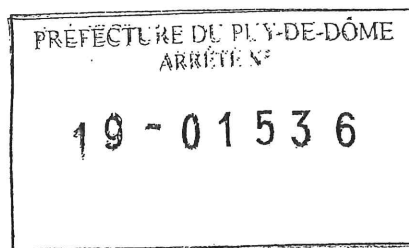




PRÉFÈTE DU PUY DE DÔME

DIRECTION RÉGIONALE DE  
L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET  
DU LOGEMENT



## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°

portant mise en demeure à la SELARL MANDATUM de finaliser la cessation d'activité sur le plan environnemental de l'établissement FUSIUM situé sur la commune de Lezoux

*La Préfète du Puy-de-Dôme  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

**Vu** le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.172-1, L.511-1, L.512-3, L. 514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement FUSIUM situé 68 avenue de Verdun, 63190 Lezoux, en date du 14 octobre 1996 ;

**Vu** les documents de la procédure, dans l'ordre chronologique :

- Communication d'un jugement de liquidation judiciaire du 5 décembre 2016 désignant la SELARL MANDATUM, située 29 boulevard Berthelot à Chamalières (63400) en qualité de liquidateur de la société FUSIUM ;
- Rapport de visite effectuée le 21 septembre 2018 par l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

**CONSIDERANT** que la société FUSIUM a été autorisée à exploiter une installation d'imprimerie sur la commune de Lezoux ;

**CONSIDERANT** que la société FUSIUM est en procédure de liquidation judiciaire ; que la SELARL MANDATUM a été désignée en qualité de liquidateur judiciaire ; que la responsabilité du suivi du site sur le plan environnemental revient au liquidateur ;

**CONSIDERANT** que lors de la visite en date du 21 septembre 2018, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- les justificatifs de purge du système de climatisation fonctionnant au fluide R22 et de la cuve de 2000 litres d'eau glycolée n'ont pas pu être fournis,
- les arrivées d'encre d'impression étaient toujours en place et de l'encre s'en écoulait,
- des trous permettant des intrusions dans le bâtiment étaient présents.

**CONSIDERANT** que le liquidateur n'a pas transmis les éléments justifiant les travaux entrepris en réponse au rapport de visite du 21 septembre 2018 ;

**CONSIDERANT** que la cessation d'activité sur le plan environnemental n'a pas été effectuée conformément à la réglementation et aux décisions individuelles préfectorales concernant les installations ; que le site de l'installation n'est pas placé dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 ;

**CONSIDERANT** qu'en application des articles L171-7 et L171-8 I et L541-3 il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant (identifié liquidateur judiciaire) de se conformer à la réglementation applicable à son installation en ce qui concerne la cessation d'activité ;

**CONSIDÉRANT** que, suite à la transmission de la procédure contradictoire, un délai suffisant a été laissé à l'exploitant (identifié liquidateur judiciaire) pour faire part de ses observations, et que, par conséquent, celui-ci a eu l'occasion de s'exprimer ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

**Article 1 :** La SELARL MANDATUM est mise en demeure de justifier sous quatre mois :

- de l'élimination dans une installation autorisée du fluide R22 contenu dans le système de climatisation ;
- de l'élimination dans une installation autorisée des 2000 litres d'eau glycolée ;
- de l'élimination dans une installation autorisée des éléments d'arrivée d'encre et du nettoyage des surfaces ;
- de la sécurisation des accès au bâtiment.

**Article 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues au II de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

**Article 3 :** Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application « Télérecours citoyens » à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4 :** Le présent arrêté sera notifié à la SELARL MANDATUM; il sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Il fera également l'objet d'une publication sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

La secrétaire générale de la Préfecture du Puy-de-Dôme, le Maire de Lezoux, la Directrice Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement et les officiers de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours,
- à la Direction Départementale des Territoires du Puy-de-Dôme,
- au Responsable de l'Unité inter Départementale Cantal / Allier / Puy-de-Dôme de la DREAL Auvergne Rhône-Alpes.

Fait à Clermont-Ferrand, le **28 AOUT 2019**

Pour la Préfète et par délégation,  
La Secrétaire Générale

  
Béatrice STEFFAN